

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Richard FRAS
Responsable du département
Achats Généraux du GHT

**Cellule des Marchés
Publics**
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Thomas Mehenni
Acheteur
02.32.73.34.45

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

**Prestations de transports sanitaires terrestres
et de transports assis professionnalisés de
personne par taxi pour les établissements de
santé du Groupement Hospitalier de
Territoire**

Numéro de la consultation : 25DAHL004

PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD Les Escalles
- EHPAD La Belle Etoile de Montivilliers

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la prestation de transports sanitaires terrestres et de transports assis professionnalisés de personnes par taxi conventionné pour les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

CODES	DESCRIPTION
85143000-3	Services ambulanciers
60120000-5	Services de taxi

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre avec un maximum en montant pour chaque lot en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique. Exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité.

Les montants maximums pour chaque lot sont les suivants :

N° de lot	Type de prestation	Etablissements concernés	Montant Maximum
1	Ambulancier	GHH + Saint Romain	1 700 000€
2	TAP	GHH + Saint Romain	700 000€
3	Ambulancier	Lillebonne + Bolbec	500 000€
4	TAP	Lillebonne + Bolbec	500 000€
5	Ambulancier	Fécamp	325 000€
6	TAP	Fécamp	325 000€
7	Ambulancier	Pont-Audemer	750 000€
8	TAP	Pont-Audemer	500 000€
9	Transport Bariatrique Lourds	Tous les établissements du GHT	150 000€

3.5 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallées de Seine (Lillebonne) ;
- Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- Le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- Le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;

Cependant, le périmètre de la prestation pourrait être étendu par voie d'avenant à un des établissements partie ou à l'ensemble du GHT si de nouveaux besoins apparaissaient en cours de marché

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallées de Seine (Lillebonne) ;
- Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- Le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- Le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;

3.6 Décomposition

3.6.1 Allotissement

L'allotissement est effectué par établissement et par type de prestation sur le périmètre couvert par le GHT de l'Estuaire de la Seine :

- **LOT N°1 : Prestation de transports sanitaires en ambulance pour le Groupe Hospitalier du Havre et le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc.**
- **LOT N° 2 : Prestation de transports assis professionnalisés de personnes, par taxi conventionné et véhicule sanitaire léger (VSL) pour le Groupe Hospitalier du Havre et le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc.**
- **LOT N° 3 : Prestation de transports sanitaires en ambulance pour le Centre Hospitalier Caux Vallée de Seine de Lillebonne et Bolbec.**
- **LOT N° 4 : Prestation de transports assis professionnalisés de personnes, par taxi conventionné et véhicule sanitaire léger (VSL) pour le Centre Hospitalier Caux Vallée de Seine de Lillebonne et Bolbec.**
- **LOT N° 5 : Prestation de transports sanitaires en ambulance pour le Centre Hospitalier des hautes Falaises de Fécamp.**
- **LOT N° 6 : Prestation de transports assis professionnalisés de personnes, par taxi conventionné et véhicule sanitaire léger (VSL) pour le Centre Hospitalier des hautes Falaises de Fécamp.**
- **LOT N° 7 : Prestation de transports sanitaires en ambulance pour le Centre Hospitalier de la Risle Pont-Audemer.**
- **LOT N° 8 : Prestation de transports assis professionnalisés de personnes, par taxi conventionné et véhicule sanitaire léger (VSL) pour le Centre Hospitalier de la Risle Pont-Audemer.**
- **LOT N° 9 : Prestation de transports bariatrique lourds en ambulance pour tous les établissements du GHT Estuaire de la Seine**

Les lots seront attribués séparément.

3.6.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

3.7 Option

Il n'est pas prévu d'option.

3.8 Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Les candidats peuvent également proposer une variante conformément aux articles R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, permettant :

- de diminuer les coûts (prestations et logistiques),
- de conseiller le GHT dans le cadre de plans de progrès,
- de prendre en compte une démarche de développement durable.

Ces variantes feront l'objet d'un acte d'engagement, d'un bordereau de prix et d'une offre technique distincts de l'offre de base.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4.1 Durée du marché

Le marché prend effet à compter du 01 avril 2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure au 01 avril 2025 et pour une période de 12 mois.

Le marché pourra être reconduit 3 fois pour une période d'un an par tacite reconduction conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours.

4.2 Dispositions générale concernant les délais d'exécution

Les délais d'exécution sont précisés dans chaque bon de commande émis par chaque établissement du GHT, et/ou selon les modalités dans le présent marché

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement par lot (ATTTRI 1) et ses annexes éventuelles dûment signé par le titulaire ;
- Le bordereau de prix (BPU) dûment signé par le titulaire ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Les demandes de transports ;
- Le mémoire technique et le questionnaire technique de l'offre du titulaire.

Article 6 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

6.1 Précision des modalités concernant les délais d'exécution des prestations objet du présent marché

Les délais d'exécutions sont définis selon les 2 types de prestations suivantes :

- **Les transports programmés**

Ce sont les transports pour lesquels une demande de transport est adressée au titulaire au plus tard 24h avant la prise en charge effective.

Concernant les transports bariatrique, les transports seront considérés comme programmé lorsque la demande de transport sera adressée au plus tard 72 heures avant la prise en charge effective.

La demande de transport est transmise pour régularisation au titulaire après l'appel téléphonique par fax ou voie électronique.

- Délai d'exécution des transports programmés : le titulaire est tenu de prendre en charge le patient au jour, au lieu et à l'heure indiqués par la demande émise et validée 24 heures avant le transport effectif.

- **Les transports non-programmés**

Ce sont les transports pour lesquels une demande est adressée au titulaire dans un délai inférieur à 24h avant la prise en charges effective et avant 72 heures pour les transports bariatrique.

La demande de transport est transmise pour régularisation au titulaire après l'appel téléphonique, par fax ou par voie électronique.

- Délai d'exécution des transports non-programmés : le titulaire est tenu de prendre en charge le patient dans un délai maximum d'une heure qui suit la demande, faite par appel téléphonique et validée par le titulaire.

6.2 Prescription médicale de transport

Une prescription médicale de transport (PMT) établie par un médecin identifié doit précéder la réalisation du transport. Il prescrit un moyen adapté au patient selon son état de santé et son niveau d'autonomie.

La prescription médicale de transport est réceptionnée par le service désigné à cet effet qui peut varier d'un établissement à l'autre et qui va formaliser alors la demande de transport.

Celle-ci peut être enrichie d'informations non précisées par la prescription médicale de transport (PMT) mais qui contribuent à améliorer les conditions de réalisation du transport :

- Le numéro de chambre en l'absence de salon d'attente dédié
- Les précautions du transport : modalité d'isolement, de manutention, de surveillance
- Les documents nécessaires au patient (lettres, dossiers, ordonnances, clichés d'examen et carton de rendez-vous
- Tout information complémentaire : accompagnant, matériel nécessaire (brancard, fauteuil...)

6.3 Modalités d'attribution des bons de commandes

CF CCTP 4.3

6.4 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du marché).

Les nouveaux textes et documents applicables aux prestations du présent marché, et dont la mise en application devrait intervenir au cours de la durée du marché, devront être systématiquement remis au représentant des établissements sanitaires par le Titulaire.

Si nécessaire, ils feront l'objet d'un avenant au marché pour leur prise en compte. Cet avenant prendrait effet au jour d'application obligatoire des dispositions réglementaires nouvelles. A défaut d'accord entre les deux parties pour la rédaction de cet avenant, le marché serait automatiquement résilié à la date d'application des dispositions réglementaires, sans versement d'indemnités.

Dans le cas où les textes à paraître bouleverseraient l'économie du marché, celui-ci devra être renégocié entre les co-contractants.

6.5 Conditions d'exécution

Les établissements se réservent le droit à tout moment pendant toute la période d'exécution du marché :

- de constater la bonne exécution des prestations.
- d'effectuer tout contrôle sur les conditions d'observation du marché et des textes relatifs aux obligations liées à l'agrément, aux qualifications des ambulanciers ou au permis de conduire
- de vérifier l'état du matériel et des véhicules sur site.

6.6 Prestation médicale de transport

Chaque prestation fait l'objet d'une prescription médicale de transport actant :

- La date du transport
- Le numéro du formulaire de demande de transport

- Le moyen de transport (ex vsl, ambulance...)
- La nature du transport (aller, aller et retour, transport simultané de plusieurs patients...)
- L'heure et le lieu de départ du transport
- L'identification du patient ou des patients
- Le nombre de kilomètres,
- L'heure et le lieu d'arrivée du transport
- Les temps d'attente
- Le type de demande : transport programmé ou non programmé

Ces bons de transport devront être joints à la facturation pour vérification du service fait.

6.7 Vérifications et admissions

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de chaque Centre Hospitalier au moment même de la prestation conformément aux articles 22 à 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur du marché habilité à cet effet qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les prestations devront être strictement conformes aux conditions de l'offre et notamment à celles prévues par le Cahier des Clauses Techniques Particulières et l'Acte d'Engagement.

Il pourra en outre, être procédé à toute vérification ou expertise utile. Les frais qui résulteraient des expertises éventuelles seraient à la charge du titulaire. Le pouvoir adjudicateur avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter. L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'utilisation de la plateforme informatique de régulation pour l'attribution des transports via l'outil de régulation Theo/Patti, les transports devront être validé et saisi par le prestataire à la prise en charge du patient. Cette validation vaudra admission de la prestation.

6.8 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, process utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

6.9 Suivi des consommations des établissements de santé

Tous les semestres, le titulaire du marché transmettra à l'acheteur segment « Transport » du GHT un état des demandes de transport par typologie, par mois et par établissement sous format Excel afin que les données puissent être retraitées par le GHT.

Une rencontre, entre le titulaire et les établissements de santé et/ou l'acheteur du GHT, peut être organisée une fois par an, ou plus si les conditions l'exigent, afin de faire un point sur l'exécution du marché, et les prestations réalisées.

7.1 Caractéristiques des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des prestations, de la nature des matériels, de lieux de prise en charge, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles, l'assurance, le transport jusqu'aux locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, ainsi que tout moyen nécessaire à la bonne exécution de la prestation.

Les prix des différentes prestations de transports doivent couvrir toutes les charges et notamment pour les transports de patients en ambulance et VSL (liste non exhaustive) :

- La mise à disposition du véhicule, de l'équipement et de l'équipage agréés
- La fourniture et lavage de la literie pour le transport en ambulance
- La fourniture de l'oxygène en cas de besoin, d'un aspirateur de mucosités
- La désinfection du véhicule après chaque transport et son nettoyage si nécessaire
- La prise en charge du patient au lieu défini par l'établissement et jusqu'au lieu de destination
- Le brancardage au départ et à l'arrivée du patient pour les transports en ambulance

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises. Les établissements de santé disposeront d'un bordereau de prix unitaire pour les prestations de transports sanitaires détaillées pour chaque lot.

La tarification des transports sanitaires devra s'établir en cohérence avec les tarifs conventionnels CPAM, et comporter :

- **Un forfait de prise en charge** : forfait selon la zone de prise en charge, et selon le lieu du siège de l'entreprise de transports sanitaires ;
- **Une valorisation trajet court** : majoration dégressive, fonction du nombre de kilomètres parcourus ;
- **Un tarif kilométrique** : applicable à la distance parcourue en charge du lieu de départ au lieu d'arrivée, déduction faite des 3 premiers km inclus dans le forfait de prise en charge, ou dès le 1^{er} km parcouru dans le cas de la facturation de la prise en charge.

Pour le Lot 9 transports Bariatrique, le candidat devra proposer son offre de prix adaptée à ce type de transport puisque celui-ci n'est pas conventionné par la CPAM.

Sur la base de ces prix de référence, le prestataire indiquera la remise qu'il pourra consentir aux établissements du Groupement Hospitalier de Territoire.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

Lorsque pour ces mêmes transports, une partie du trajet sera effectuée de nuit, le tarif nuit correspondant s'appliquera intégralement lorsque plus de la moitié du temps de la course en charge sera effectuée de nuit.

Il est précisé que la prise en charge du malade constituera en tout état de cause le point de départ de la facturation quelle que soit la localisation géographique de l'entreprise et que l'attente est facturée sur la base d'une attente réelle. Elle n'est donc pas compatible avec la facturation d'un autre transport pendant ce même temps d'attente.

7.2 Révision de prix

Au cours du marché, les prix forfaitaires ne pourront évoluer que dans la même proportion que les tarifs fixés par la CPAM pour les ambulances et les VSL et selon les tarifs préfectoraux pour les taxis.

Article 8 AVANCE ET GARANTIES FINANCIÈRES**8.1 Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B du CCAG-FCS est retenue.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue au Code de la Commande Publique, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées dans le Code de la Commande Publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues dans le Code de la Commande Publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

8.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 9 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 10 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

10.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

10.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

10.3 Dématérialisation des pièces administratives

Conformément à l'article L 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du présent marché transmet ses factures sous forme électronique via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT

10.4 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date de livraison,
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

10.5 Délai global de paiement

Conformément aux articles R 2192-11 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément à l'article R 2192-27 et suivants du code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L 2192-12 et suivants du Code précité, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque

Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.6 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

Article 11 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

11.1 Pénalités concernant la bonne exécution des transports

- **Pénalités dans le cadre des transports programmés**

En cas de retard et non-respect de l'heure de prise en charge indiquée sur la demande de transport "Heure H" et préalablement confirmée par l'ensemble des parties, le titulaire dispose de 30mn de marge pour se rendre au rendez-vous, sans se voir appliquer de pénalité.

A l'issue de cette période ("Heure H" + 30mn), le pouvoir adjudicateur et son représentant pourront appliquer une pénalité de transport de 10 % du tarif TTC par 1/2 heure de retard

- **Pénalités dans le cadre des transports non-programmés**

En cas de retard et non-respect de l'heure de prise en charge indiquée sur la demande de transport "Heure H" et préalablement confirmée par l'ensemble des parties, le titulaire dispose de 60mn de marge pour se rendre au rendez-vous sans se voir appliquer de pénalité.

A l'issue de cette période ("Heure H" + 60mn), le pouvoir adjudicateur et son représentant pourront appliquer une pénalité de transport de 10 % du tarif TTC par heure de retard.

La prise en charge du patient et la dépose au point d'arrivée sont indiquées au transporteur lors de l'initialisation du transport.

11.2 Pénalités sur la fréquence de sollicitation

En cours d'exécution, le titulaire présentant des retards systématiques et des dysfonctionnements réguliers et constatés, se verra sanctionné par une baisse, voire une absence de sollicitation de demandes de transport.

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application ou la non-application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Article 12 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Lorsque le prestataire prévient l'établissement de son incapacité à réaliser la prestation de transport qu'il a préalablement accepté, ce dernier doit faire appel à un tiers pour prendre en charge le transport, à ces frais et risques sous réserve du respect des conditions et obligations inhérentes au présent marché.

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 13 MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R. 2194 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'augmentation ou la diminution du montant maximum initialement prévu au marché ;
- la prolongation de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ou de son économie générale ;
- des adaptations techniques éventuelles.

Article 14 MARCHÉS NEGOCIÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 15 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 16 LITIGES

16.1 Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

16.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr
Tél. : 02 35 58 35 00 ☎ : 02 35 58 35 03

Article 17	DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX
-------------------	--

Article 7	Prix	Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS
Article 5	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 12	Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 29/01/2025